



Le Nouveau Parti anticapitaliste s'est fondé à Paris, du 6 au 8 février, en adoptant un programme, des statuts provisoires, un nom, une orientation politique, et en élisant une nouvelle direction. La conclusion d'un processus et d'une dynamique de rassemblement des forces anticapitalistes et révolutionnaires, entamé il y a dix-huit mois. Processus qui a impliqué que la LCR-France laisse la place à ce nouveau parti. D'ores et déjà, le NPA est une nouvelle réalité politique, que nous avons pu forger ensemble mais, au-delà de la satisfaction, c'est bien un sentiment de responsabilité et de prise en compte de la gravité de la situation qui a dominé nos débats.

En effet, la création du NPA n'est pas un événement extérieur aux réalités politiques. La fondation du NPA s'inscrit, et sans doute s'explique aussi, par un contexte de crise globale. Le capitalisme s'enfonce dans une crise profonde, historique, qui n'est plus niée par la plupart des dirigeants de la planète. Elle ne se réduit ni à une crise financière, ni à l'échec de la régulation libérale du système capitaliste, mais bel et bien à l'échec d'un système de généralisation du marché afin de satisfaire la soif de profits des possédants.

L'ensemble de la population et du monde du travail risque de payer une crise dont les acteurs centraux du système (les banques, les puissances financières, les institutions capitalistes) sont les premiers responsables. Les licenciements massifs, la vie chère, la destruction méthodique des services publics en sont les premières manifestations et provoquent les premières mobilisations. Dans le même temps, une crise écologique et alimentaire frappe les populations dans l'essence même de leurs conditions de vie. Face à cette crise de civilisation capitaliste, nous voulons installer une force qui défende la transformation révolutionnaire de la société, la reconstruction d'une perspective socialiste profondément démocratique remettant en cause la propriété privée économique.

Les premières mobilisations éclatent. La Guadeloupe et la Martinique se soulèvent contre la vie chère, les injustices et les discriminations. Le 29 janvier, nous étions plusieurs millions en grève et en manifestations, alors que se dessine une nouvelle journée le 19 mars. Après les lycéens en décembre, universitaires et étudiants prennent le chemin de la rue pour faire plier un

gouvernement, qui n'a renoncé en rien à ses projets de démolition sociale. Des appels convergent pour remettre en cause les projets liberticides du pouvoir. Nous appuyons tout ce qui permet la convergence des luttes, toutes les initiatives de mobilisation vers un mouvement d'ensemble contre le gouvernement et sa politique. Un nouveau Mai 68 pour battre Sarkozy.

C'est bien pourquoi le NPA sera au cœur des mobilisations, des grèves et des manifestations, proposera constamment le rassemblement unitaire des forces de la gauche sociale et politique pour soutenir les luttes. Comme nous l'avons fait sur le terrain des licenciements. Comme nous le proposerons pour la nouvelle journée de grève et de manifestations du 19 mars ou pour appuyer le combat des travailleurs de l'automobile.

Dans cette période de tensions sociales et politiques, nous voulons défendre un plan d'urgence, un plan de sortie de crise en faveur des travailleurs et de la population. Un plan de mesures concrètes, qui se refuse à accompagner le capitalisme, à financer les responsables de la crise, comme le fait le pouvoir et comme le propose également le projet du PS. Nous voulons l'augmentation des salaires de 300 euros net par mois pour tous et toutes ; aucun revenu, salaire ou autres en dessous de 1 500 euros net ; la suppression de la TVA, à commencer sur les produits de première nécessité ; le blocage et la baisse des loyers, la lutte contre les hypermarchés qui font du profit sur le dos des consommateurs tout en étranglant les petits producteurs. Nous défendrons l'interdiction des licenciements dans les grandes comme dans les petites entreprises, dans le privé comme dans le public, où les suppressions d'emplois n'ont jamais été aussi importantes. Nous refusons et combattons la loi Bachelot de marchandisation et de privatisation de la santé. Nous sommes aux côtés des universitaires et des étudiants contre la loi Pécresse. Nous refusons les privatisations d'hier et d'aujourd'hui, de droite comme de gauche, et nous nous battons pour l'expropriation des banques et des compagnies financières, la mise en place d'un service public bancaire contrôlé par la population...

Autour d'un programme anticapitaliste et d'une perspective indépendante de la direction du PS, qui se situe dans le cadre de la gestion du système, nous souhaitons le rassemblement le plus large. Dans les luttes comme dans les élections. Un rassemblement durable, qui offre une perspective alternative à celles et ceux qui souffrent de la crise, qui n'en peuvent plus de l'arrogance du pouvoir et du patronat. Une union cohérente, qui défend la même politique dans les luttes et dans les élections, aux européennes comme aux régionales, en France, comme en Europe.

Pierre-François Grond

Anticapitaliste!

Plus de 600 délégués et déléguées, de très nombreux invités français et, surtout, étrangers, une foule de journalistes : dès l'ouverture du congrès de fondation du Nouveau Parti anticapitaliste, le sentiment général était que nous allions vivre un moment important. Et la suite des événements n'a nullement démenti ce sentiment.

La séance plénière du vendredi matin a permis à Myriam Duboz (membre du secrétariat du collectif d'animation) de retracer l'ensemble des étapes qui ont permis, depuis un an, de jeter les bases du NPA, en termes de rassemblement, de fonctionnement, d'intervention et d'élaboration.

Puis, Patrice Ganot, militant de la Centrale des travailleurs unis et porte-parole du Cercasol (l'équivalent guadeloupéen du NPA), a décrit l'unité et la détermination qui caractérisent l'actuelle mobilisation en Guadeloupe. Enthousiaste, la salle s'est mise à scander « Grève générale, grève générale », une perspective qui ne vaut pas que pour les Antilles ! Puis, Olivier Besancenot, arrivé directement d'une assemblée des facteurs grévistes des Hauts-de-Seine, a démonté le discours de la veille de Nicolas Sarkozy, et il a rappelé la place politique que devait prendre le NPA dans la situation actuelle.

Mais il était impossible, on s'en doute, de mener sérieusement les débats avec plus de 600 congressistes et de finaliser les documents qui devaient fonder réellement le parti. Les délégués se sont donc répartis, pour deux longues séances de travail, en plusieurs commissions : « Principes fondateurs », « Statuts », « Orientation politique » (puis, dans un second temps, « Élections européennes »), « Choix du nom du parti » et, enfin, « Composition du conseil politique national (CPN) ». Ce choix de travailler en commissions s'est avéré particulièrement efficace : le travail d'amendements et de reformulations effectué a permis à chacun et à chacune de se faire entendre et, ensuite, à l'ensemble des congressistes de trancher un nombre limité de questions. On lira, dans ces pages, une brève synthèse de ces travaux. Ceux et celles qui veulent en savoir plus peuvent satisfaire leur curiosité en consultant documents et vidéos sur le site du NPA (www.npa2009.org).

François Coustal

«Principes fondateurs»: Pour le socialisme du XXI^e siècle

Trois navettes de discussion, des milliers d'amendements ont permis d'aboutir à une version finale étoffée qui, certes, ne fait pas le tour de l'ensemble des questions, mais qui constitue une base solide pour le rassemblement de toutes celles et tous ceux qui veulent agir pour la transformation révolutionnaire de la société.

En quatre parties, ce document aborde l'essentiel des problèmes de notre temps, en même temps qu'il cherche à tirer les leçons du passé. Partant de l'analyse de l'état du monde capitaliste, le document conclut sur la nécessaire rupture avec le système qui, aujourd'hui, plus que jamais, avec le développement sans précédent des crises économiques, sociales, écologiques, envoie le monde dans le mur.

D'où la nécessité d'énoncer les contours de la société que nous voulons construire. Une société où la démocratie atteint un niveau de développement inédit dans l'histoire. Une société dont les fondements sont l'égalité dans tous les domaines et la préservation de l'environnement. Le congrès a buté pour donner un nom à ce projet, tant pèsent négativement les expériences du passé, tant l'exploitation et l'oppression multiformes, voire la terreur, se sont faites au nom du communisme ou du socialisme. Les milliers de participants aux congrès électifs ont eu à choisir entre les termes de socialisme ou d'écosocialisme. Mais une autre proposition est remontée, celle d'intituler notre projet « le socialisme du XXIe siècle ». Divisée, la commission n'a pu que s'en remettre au vote du congrès, qui a tranché en faveur de cette dernière proposition, dans le cadre d'un vote serré. Il s'agissait moins de la volonté de saluer le processus en Bolivie que de marquer la nécessité de se tourner vers l'avenir en

revendiquant le meilleur de la tradition du passé, de celles et ceux qui ont affronté les systèmes depuis deux siècles.

La troisième partie énonce des éléments généraux de stratégie. Le NPA revendique fièrement sa méthode : organiser la lutte pour la résistance à l'offensive de destruction des acquis et droits sociaux, pour défendre un programme de mesures anticapitalistes répondant aux aspirations concrètes de la population face à la dégradation des conditions de vie, traçant les contours de la société que nous voulons. Nous ne voulons négliger aucun terrain de lutte. Des réécritures et des enrichissements substantiels du texte ont été amenés en procédant à des commissions de réécriture sur des thèmes importants, comme la défense de l'accès à la culture pour toutes et tous, celle d'une éducation émancipatrice ou encore la défense d'une agriculture paysanne

rompant avec l'agro-business. La question de l'écologie est très présente dans toutes les parties du texte, ce qui correspond à une volonté unanime de mettre cette préoccupation décisive au cœur des préoccupations du NPA.

Un parti, c'est d'abord et avant tout un programme, qui justifie que ses partisans s'organisent pour le défendre. Mais le parti, dans ses principes d'organisation, doit être conforme aux objectifs qu'il défend. La quatrième et dernière partie est consacrée à cela. Le NPA veut être un parti démocratique, utile au quotidien, un parti implanté dans les entreprises et les quartiers. Un parti qui se présente aux élections, mais qui ne confond pas cela avec l'électoratisme, cette illusion que le changement radical ne sortira que des urnes. Un parti qui veut obtenir des élus, mais des élus sans compromission avec le système, dont le comportement demeure à tout instant fidèle

aux idéaux qu'ils portent. Un parti capable de patience et de ténacité, pour peser dans la durée, mais aussi réactif au rythme de la lutte des classes, aux côtés de celles et ceux qui entendent lutter jusqu'au bout contre le système.

En adoptant ce programme ainsi amendé à une écrasante majorité, les délégués ont eu le sentiment d'avoir fait faire au parti un pas en avant décisif. Ces contours programmatiques n'ont pas été parachutés par en haut. Les membres du NPA se les sont appropriés en profondeur. Au-delà des imperfections inévitables à ce genre d'exercice inédit, la discussion a été intense et enrichissante.

Frédéric Borrás

«Statuts»: Pour un parti démocratique

Avec près d'une centaine de participants, la commission travaillant sur les statuts a opéré une troisième réécriture de ceux-ci, après les réunions nationales préparatoires, tenant compte des amendements proposés par les assemblées électives. Pendant près de dix heures d'une séance étalée en deux demi-journées, nous avons examiné l'ensemble des amendements majoritaires dans les assemblées électives locales.

Sept questions, apparues comme centrales, ont nécessité des votes en assemblée plénière, soit parce qu'elles divisaient la commission, soit parce qu'elles apparaissaient comme des questions que seul le congrès pouvait trancher. Concilier la centralisation nécessaire de nos activités et l'autonomie locale, les échanges horizontaux entre comités, a été la première d'entre elles. Trois versions contradictoires ont été votées.

La réflexion autour des modalités de mise en œuvre de la rotation des directions et de la représentation du parti a également été soumise au vote. Également, la place des jeunes dans le parti, le rythme des réunions du conseil politique national, le droit d'exprimer publiquement et d'agir séparément en cas de désaccord majeur (droit de fraction), la manière d'intégrer au parti de nouveaux courants politiques ont également été sujets à des versions contradictoires, soumises au vote des délégués.

Des questions, des débats à

poursuivre dans le NPA, car ces statuts provisoires doivent être testés, mis en pratique pour être enrichis, pour qu'au prochain congrès du NPA, fixé dans une fourchette de douze à dix-huit mois maximum, ils puissent être adoptés définitivement. Une commission de médiation, prévue dans ces statuts, a été élue. Elle aura la charge d'appliquer le présent document et, sans doute, de réfléchir et de participer à l'amélioration de celui-ci. Il reviendra au CPN d'impulser et d'organiser un débat qui doit se poursuivre au sein du NPA.

Pierre-François Grond

«Résolution politique générale»: En campagnes

Le texte « Résolution politique générale » a pour objet de donner au NPA une orientation jusqu'au prochain congrès.

Au moins une centaine de

délégués et de déléguées se pressent, vendredi 6 février, dans la salle « Benelux » de l'Eurosite, où tout est installé pour permettre aux présents de suivre et d'intervenir dans les discussions : vidéo-projecteur et grand écran, sur lequel défilent les propositions d'amendements rédigées par les comités locaux. La commission qui a travaillé sur le texte « Résolution politique générale » en a recensé 800, entre les amendements

envoyés en décembre et ceux discutés et adoptés dans les assemblées générales électorales locales. Bien sûr, nombre d'entre eux se « recoupent », voire sont identiques. Après avoir expliqué les modalités de fonctionnement et un début quelque peu laborieux, les camarades animant la réunion, comme les congressistes, prennent finalement un bon rythme de croisière. Grâce aux nombreuses interventions et aux débats fort riches, le texte

est étudié avec attention et les travaux s'achèvent tout de même après 20 heures, dans une bonne ambiance. Le texte sera voté et ratifié à une large majorité (76 % des votants) en séance plénière, le lendemain soir.

Globalement, le texte adopté comporte trois grands chapitres, tous les trois ont été largement amendés. Dans la

première partie, « Un monde en crise », le fil conducteur est « faire payer la crise à ceux qui en sont responsables », les capitalistes, et s'opposer à ceux qui, au pouvoir, gouvernent pour ces derniers. À cela, répond donc la nécessité d'un plan d'urgence social, écologique et démocratique qui, dans le texte, a été grandement renforcé par les propositions de comités et de commissions (secrétariat « Femmes » de la LCR,

commission « Écologie » du NPA, commission « Santé », commission « LGBTI »...). Est également présente la contre-offensive nécessaire à la guerre et à l'oppression des peuples, la question de la solidarité et du soutien au peuple palestinien tenant une bonne place dans ce chapitre, comme dans d'autres passages du texte.

Dans la deuxième partie, après l'analyse de la situation politique dont les éléments essentiels sont l'offensive brutale de la droite et de Sarkozy, une gauche institutionnelle discréditée ou inefficace, mais des résistances réelles, la journée du 29 janvier les ayant mis en exergue, la nécessité de faire converger toutes les luttes et celle de construire un « tous ensemble » arrive en conclusion.

Enfin, la troisième partie s'achève sur le rôle du NPA, parti pour les luttes, porteur d'un projet alternatif au capitalisme, ainsi que sur les campagnes politiques à mener dans les semaines et les mois à venir, pour l'emploi, les services publics, les quartiers populaires, contre la guerre et l'Otan, etc. La résolution politique s'est donc finalement « étoffée », après le travail

d'amendement effectué, mais elle est le reflet d'une volonté : celle d'agir et d'être efficace, au quotidien comme dans les luttes.

Myriam Martin

**«Résolution
européennes» : Oui à**

l'unité durable dans la clarté

Le dernier des quatre textes que devaient examiner les délégués au congrès du NPA les a conduits à prendre position sur les prochaines élections européennes.

De nombreux amendements, dans les comités locaux, ont été proposés, améliorant le texte « Résolution européenne », tant sur la forme que sur le fond. Nos revendications sont désormais plus précises et plus développées, en particulier sur l'aspect écologiste et féministe. La résolution finale confirme

sans surprise que nous voulons une autre Europe : démocratique, sociale, écologique, féministe, solidaire, hostile aux agressions militaires et favorable à un regroupement des anticapitalistes à l'échelle européenne.

C'est sans aucun doute la dernière partie du texte, « Notre participation aux élections européennes », qui a fait couler le plus d'encre à l'extérieur de notre congrès. Sur cette partie, trois propositions étaient soumises à discussion lors de la commission de travail. La première, émanant de plusieurs comités locaux,

consistait à proposer de renvoyer cette discussion à la première réunion du conseil politique national (CPN). Cette proposition fut rejetée très majoritairement.

Le débat a donc eu lieu sur les deux positions restantes. La première,

dite de Marseille, Montpellier, Gard et Pyrénées Orientales, affirmait la nécessité d'œuvrer pour une unité durable. Une unité sur un contenu anticapitaliste, une unité sur le terrain des luttes et dans les élections, qui ne se résume pas à un « coup électoral », mais qui subsiste au moins jusqu'aux élections

régionales, dans l'indépendance totale vis-à-vis du PS. La seconde, fondée sur la réécriture de l'amendement dit de Clermont-Ferrand, se déclarait favorable à un débouché électoral aux luttes sociales, dans le cadre du « front de gauche » proposé par le PCF et le Parti de gauche, sans lier

formellement une alliance à ces élections à celles qui suivent. Ceci, à partir de trois revendications centrales : « Dans la continuité du rejet du traité constitutionnel européen, elles dénonceront le traité de Lisbonne, remettront en cause l'indépendance de la Banque centrale européenne et la soumission à l'Otan. »

La discussion en commission a permis à 62 délégués de s'exprimer dans le respect des positions de chacun. Le vote du congrès a eu lieu, dimanche 8 février au matin, après trois interventions en faveur de chacune des orientations proposées. Le texte dit de

Marseille, Montpellier, Gard et Pyrénées-Orientales a obtenu 76 % des voix et celui de réécriture de Clermont 16,7 %. C'est donc cette proposition unitaire que porteront les délégations du NPA qui vont rencontrer, au plus tôt, les autres forces de la gauche radicale.

Sandra Demarcq

Direction nationale: Précisions sur une élection

Pour l'élection du

conseil politique national (CPN, direction du NPA), la commission des candidatures a été en mesure de proposer au vote du congrès une liste de 185 personnes, composée en fonction de l'état actuel du processus : en

l'absence d'orientations politiques alternatives cristallisées, il s'agissait de travailler sur un CPN paritaire, composé pour les deux tiers en fonction des critères de représentation géographique, le tiers restant étant constitué en fonction des

secteurs d'intervention,
des tâches nationales
et des sensibilités.

Évidemment, tous les
critères se croisent et,
par exemple, la
commission avait
intégré à la partie

géographique au moins
cinq camarades
porteurs de la
sensibilité incarnée,
dans les assemblées
électives, par
l'amendement dit de
Clermont-Ferrand sur
les élections
européennes.
Dimanche 8 février au

matin, après le vote sur cette question, une liste de 26 noms a été présentée au congrès par les camarades minoritaires sur cette question.

Deux problèmes se

posaient : d'une part, les camarades demandaient une représentation proportionnelle au vote sur leur motion de congrès, alors qu'elle n'avait pas été présentée comme une base électorale. D'autre part, sur les 26

candidatures, treize n'avaient été présentées ni dans les assemblées générales (AG) électorales ni même à la commission des candidatures, s'affranchissant ainsi des règles fixées collectivement.

Les camarades ayant refusé la proposition d'une quinzaine de camarades, un vote a eu lieu sur l'intégration des 26 noms à la liste initiale. Cette proposition n'a recueilli que 50 voix. Dès lors,

le bureau de congrès a
proposé d'intégrer
toutes les candidatures
qui avaient sollicité
l'avis d'une AG électorale,
ce qui revenait à
ajouter huit personnes.
13 personnes en tout,
soit en réalité la
proportionnelle du vote
sur l'intégration des

26...

Point là donc de coup
de force ou
d'élimination de la
minorité.

Ingrid Hayes

Un nom: NPA!

Le débat au congrès
sur le nom a eu lieu
après une large

consultation des comités. Au total, après dépouillement des procès-verbaux, le NPA se détachait nettement, avec 272 points. Les quatre propositions suivantes recueillaient entre 42

et 67 points.

Ces cinq noms furent donc soumis au vote des délégués. Au deuxième tour, la proposition de NPA recueillait 316 voix et

celle de Parti
anticapitaliste
révolutionnaire
(PAR) 264 voix.

**Internationalism
e: De tous les**

pays...

C'est sous le signe
des grèves
générales en
Guadeloupe et en
Martinique, et de la
solidarité avec la

résistance du
peuple palestinien
contre la politique
criminelle du
gouvernement
israélien à Gaza,
que s'est
manifesté
l'internationalisme

du congrès de
fondation du NPA.
Les interventions
du représentant du
Front populaire de
libération de la
Palestine (FPLP),
Nasser Al Kafrana,
et du militant

israélien des droits
de l'Homme Michel
Warschawski ont
été des moments
forts du congrès.

Mais le plus

significatif a été la
tenue, durant le
congrès, d'une
conférence de la
gauche
anticapitaliste et
anti-impérialiste
internationale,
avec plus d'une

trentaine
d'organisations et
de partis. Après
les conférences
européennes de
juin et décembre
2008 à Paris, la
réunion
internationale de

Belém, à
l'invitation du Psol
(parti
anticapitaliste
brésilien) et du
NPA, cette
conférence
internationale, à
l'invitation du NPA,

confirme que se
dessinent de
nouvelles relations
entre organisations
de la gauche
anticapitaliste
internationale.
L'intérêt pour
l'expérience du

NPA explique
évidemment
l'importante
participation de
délégations
étrangères. Il faut
souligner la
présence
d'organisations et

de partis
significatifs de tous
les continents. Il
faut aussi
souligner la
présence de
représentants des
expériences en
cours en Amérique

latine contre l'impérialisme.

Au-delà, c'est le
produit d'un
changement de la
situation

internationale,
résultant de la
crise globale que
connaît le système
capitaliste. Les
nécessités d'une
discussion sur les
réponses
anticapitalistes à la

crise, les
exigences d'une
réorganisation du
mouvement
ouvrier et de la
gauche mondiale
alternative aux
vieilles
organisations

traditionnelles de
la
social-démocratie
ou issues du
stalinisme,
l'émergence de
nouvelles
formations de la
gauche radicale

poussent à de
nouvelles
convergences. La
crise va redéfinir le
paysage social et
politique, les
rapports de force,
les hiérarchies
entre États, les

centres de gravité de la politique mondiale.

Il y a, plus que
jamais, face à la
crise capitaliste

mondiale, besoin
de plus
d'internationalisme
. Certes, il ne s'agit
pas de décréter
une nouvelle
Internationale,
mais il faut
avancer dans la

voie d'un réseau
international
d'organisations et
de partis, de
renforcer les
coopérations,
d'agir ensemble
contre la crise, en
solidarité avec les

luttons en cours
comme la
Palestine, de
multiplier les
échanges
d'expériences, et
enfin de créer les
cadres de
discussion pour

avancer dans la
construction de
nouveaux
programmes et
projets, vers de
nouveaux
rassemblements
internationaux,
vers une nouvelle

Internationale.

François Sabado

Organisations représentées

**LES
ORGANISATIO
NS
FRANÇAISES**

PRÉSENTES

Partis :
Alternative
libertaire,
Association des

communistes
unitaires, La
Fédération, Les
Alternatifs, Lutte
ouvrière, Parti
communiste
français, Parti de
gauche, Parti

**socialiste, Parti
ouvrier
indépendant, les
Verts.**

Syndicats et

**associations : A
C !,
Convergence
services publics,
Coordination
nationale des
droits des
femmes,**

Copernic, Forum social des quartiers populaires, FSGT, Solidaires.

MONDE : LES ORGANISATIO NS PRÉSENTES OU AYANT ENVOYÉ UN MESSAGE

**Algérie : Parti
socialiste des
travailleurs ;**

**Allemagne : Inte
rnationale**

**Socialistische
Internationale ;
Revolutionär
Sozialistischer
Bund/IV**

Internationale ;

Revolutionär

Sozialistischer

Bund/IV

Internationale ;

Interventionistisc

he Linke
(message) ;

**Argentine : Movi
miento socialista
de los**

trabajadores,
Economistas de
izquierda
(message) ;

Australie :

Democratic Socialist Perspective, Revolutionary Socialist Party (message) ;

**Belgique : Ligue
communiste
révolutionnaire/S
AP ;**

Brésil : Partido

**socialismo y
liberdade (Psol) ;**

**Canada :
Socialisme
international,**

Socialist Project ;

**Chili : Comité
communiste du
Parti communiste
du Chili ; courant**

Unidad internacional de los trabajadores-CI ;

Chypre : Initiativ

e socialiste ;

Corée du Sud :
Power of the
Working Class
(PWC), Comité

**pour le WSP,
New Progressive
Party, Journal
Redian, Institut
coréen du XXIe
siècle,
Democratic
Labor Party**

(message) ;

**Croatie : Novi
plamen ;**

**Cuba : Parti
communiste
cubain ;**

**Danemark : Allia
nce rouge et**

verte, Socialistisk
Arbejder Partei
(message) ;

DOM-TOM :
Cercasol

(Guadeloupe),
Groupe
révolution
socialiste
(Martinique),
Nouveau parti
anticapitaliste-Ré
union (La

Réunion), A
Manca-NPA
(Corse) ; Union
syndicale des
travailleurs
kanaks et des
exploités
(Kanaky) ;

Écosse :
Socialist Scottish
Party (message)
;

État espagnol : l

zquierda
anticapitalista,
Partido obrero
revolucionario,
militants de
Euskadi ;

**États-Unis :
International
Socialist
Organization,
Solidarity
(message) ;**

Grande-Bretagne : Socialist Resistance/Inter national Socialist Group, Permanent Revolution, Socialist Workers

Party, Workers Liberty ;

**Grèce : Coalition
de la gauche
radicale (Syriza),**

Synaspismos, Gauche rénovatrice communiste et écologique (AKOIA), Gauche internationaliste ouvrière (DEA),

Organisation communiste de Grèce (KOE), Nouveau courant de gauche (NAR), Organisation des communistes

internationalistes
de
Grèce-Spartakos
(OKDE-S),
Rouge (Kokkino),
En.Anti.A-Gauch
e anticapitaliste
unitaire (ARAS,

ARAN, OKDE,
SEK, message),
Parti socialiste
ouvrier (SEK,
message),
Rassemblement
militant de
gauche (ARAS,

message) ;

**Iran : Solidarité
avec les
travailleurs en
Iran ;**

**Irlande : People
Before Profits ;
Israël :
Alternative
Information
Center ;**

**Italie : Sinistra
critica ;**

**Japon : Japan
Revolutionary
Communist**

**League
(message) ;**

**Liban : Parti
communiste
libanais**

(message) ;

Luxembourg :

Dei Lenk ;

**Malaisie : Partis
sosialis malaysia
(message) ;**

**Maroc : Al
Mounadil,**

**Solidarité pour
une alternative
socialiste, Voie
démocratique ;**

Mauritanie :

**Union des forces
de progrès ;**

**Mexique :
Partido
revolucionario de**

**los trabajadores,
Liga de unidad
socialista
(message) ;**

Pakistan :

Labour Party of Pakistan (message) ;

Palestine : Front populaire de

libération de la Palestine ;

**Pays-Bas : Instit
ut international
de formation et**

de recherche ;

**Pérou : Parti
nationaliste du
Pérou ;**

Philippines : Rebolucionaryon g partido Ng Manggagawa-Mi ndanao, Partido ng Manggagawa (message), Kilusan para sa

**pambansansang
demokrasya
(message) ;**

**Pologne :
Polska Partia**

**Pracy (Parti
polonais du
travail) ;**

**Portugal : Bloco
de esquerda ;**

**Russie : Vperiod
; Sahara
Occidental :
Front polisario ;**

Sénégal : Yoonu

askan wi ;

**Slovénie : Milita
nts ;**

Suède :
Socialistiska
Partiet,
Association
intersocialiste ;

Suisse : Gauche anticapitaliste, Mouvement pour le socialisme, Solidarités ;

Tunisie : Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives ;

**Turquie : Parti
de la liberté et de
la solidarité ;**

**Venezuela :
ambassade à**

Paris, Psuv-Marea socialista.

18e Congrès : de la LCR au

NPA, le combat continue...

Le 18e Congrès de la

LCR s'est tenu
le jeudi 5
février. En
prononçant la
dissolution
politique de la
LCR, après 40

ans

d'existence, les participants ont ouvert la voie à la construction d'un nouveau parti.

Toutes deux
favorables au
dépassement
de la LCR, les
deux

plateformes en
présence, lors
du 18e
Congrès de la
LCR,
s'opposaient
sur

**l'appréciation
du processus
en cours ainsi
que sur
l'orientation
politique
souhaitable**

pour le NPA,
notamment en
termes de
relations
unitaires à la
gauche du PS.

Pour la
plateforme A
(PFA,
majoritaire), la
dynamique de

construction des collectifs NPA comme la nature des documents en discussion pour le congrès de

fondation «
nous
permettent de
nous faire une
opinion sur ce
nouveau parti :
un parti

anticapitaliste,
féministe,
écologiste,
internationaliste
, pour une
transformation
révolutionnaire

de la société et
pour le
socialisme... >>

Plusieurs
amendements
visant à «
mandater >> les

militants de la
LCR afin qu'ils
pèsent pour «
renforcer les
textes » sur «
l'autonomie de
la jeunesse », «

la lutte contre le
sexisme et
l'homophobie » ,
« la centralité
de la classe
ouvrière » , ou «
le caractère

militant du parti
» ont été très
largement
repoussés (7,5
% pour), les
délégués
estimant qu'une

telle
intervention
était superflue
au vu des
débat
existants dans
le NPA.

En conclusion,
pour la PFA, «
être tous
ensemble dans
le NPA est la

conclusion
logique du
processus
engagé. Cela
nécessite de
dissoudre la
LCR. Un choix

enthousiasmant
tourné vers
l'avenir, qui a
besoin de tous
les militants de
la LCR dans le
NPA. Comme il

a besoin de
militants
nouveaux
venus d'autres
sensibilités ou
courants
politiques,

socialistes,
communistes,
écologistes,
libertaires,
révolutionnaires
, du
mouvement

social... qui ont
commencé à se
rassembler et
qui ensemble
assureront le
succès du
nouveau parti



Le document proposé par la plateforme B

(PFB,
minoritaire)
présentait le
NPA comme
devant «
permettre de
franchir un

premier pas. Il doit être un levier, une étape vers un rassemblement », et il insistait sur le fait que «

dans la
perspective de
ce nouveau
parti, le NPA ne
peut se
satisfaire d'être
adossé au seul

courant
politique
national qu'a
représenté la
LCR, ni
reprendre les
vieilles

formules de
regroupement
des seuls
courants
révolutionnaires
». Enfin, la PFB
soulignait «

l'urgence de
faire converger
les forces
disponibles, à
la gauche du
PS, dans une
coalition

électorale aux élections européennes de 2009 ».

À l'issue d'un
ultime débat,
reprenant ceux
menés depuis
plusieurs mois
dans les
sections et les

fédérations de
la LCR, le
document
présenté par la
PFA – «
Dépasser la
LCR dans le

NPA » – a
recueilli 87,2 %
des voix (11,5
% contre, 1,3 %
d'abstentions).

Le texte
présenté par la

PFB – « Pour
dépasser
vraiment la
LCR ! » – a
recueilli 12,2 %
des votes (86,5
% contre, 1,3 %

d'abstentions).

Restaient donc
à traiter les
conséquences

de cette
décision, à
commencer par
la gestion des
rapports avec
la IVe
Internationale

(lire article
ci-dessous).

Mais aussi, les
questions
organisationnell
es et
financières de

cette
dissolution
politique. Afin
d'assurer la
poursuite du
versement de
l'aide publique

aux partis politiques (fondée sur les résultats obtenus par la LCR aux élections

législatives de
juin 2007), le
congrès a
décidé, à
l'unanimité, le
maintien d'une
« structure LCR

»», la
constitution
d'un « comité
de suivi » et le
versement au
NPA de
l'intégralité de

la subvention
publique (une
fois déduite la
cotisation de
l'ex-LCR à la
IVe
Internationale).

Le congrès
s'est achevé
par un apéritif
convivial,
quelques «

anciens » –
dont certains
avaient assisté,
en avril 1969,
au congrès de
fondation de la
Ligue

communiste –
s'étant joints
aux délégués.
Au final, il n'y
avait dans
l'assemblée ni
regrets, ni

nostalgie. Mais,
bien sûr, de
l'émotion. Et
aussi, une
certaine fierté
d'avoir été
capables de se

dépasser, à
rebours des
logiques
boutiquières et
conservatrices
qui prévalent
souvent. Et,

enfin,
beaucoup
d'espoir et de
confiance pour
la nouvelle
aventure qui
commence.

François Coustal

IVe International e: Clarifier les relations

La LCR était

section
française de la
IVe
Internationale,
le NPA ne le
sera pas. Non
parce que

nous pensons
que nos idées
fondamentale
s sont
dépassées,
mais parce
que nous

croyons qu'il y
a une nouvelle
époque, qu'il
faut actualiser
notre
programme, et
qu'il faut de

nouveaux
partis, de
nouveaux
instruments
pour intervenir
dans la lutte
de classe. Le

NPA ne
pourrait être
section
française de la
IVe
Internationale,
parce qu'il a

vocation à
être un parti
pluraliste, un
parti qui
favorise les
convergences
entre des

expériences et
des courants
d'origines
diverses –
communistes,
socialistes,
syndicalistes

—, un parti qui
vise à prendre
le meilleur de
toutes les
traditions
révolutionnaires.
Or,

l'histoire a fait
que la IVE
Internationale,
et plus
précisément «
notre IVE
Internationale

» , est un
courant
nettement
délimité
historiquement.
t.

Dans ces
conditions, le
NPA, comme
à sa manière
la IVe

Internationale,
doit contribuer
à construire
un nouveau
rassembleme
nt
international,

une nouvelle
convergence
de toutes les
organisations
de la gauche
anticapitaliste,
une nouvelle

Internationale.
Mais, nous le
savons, il n'y
aura pas de
simultanéité
entre
construction

de partis
nationaux et
construction
d'une nouvelle
Internationale.
C'est pourquoi
nous

poursuivrons
la construction
de la IVe
Internationale,
tant qu'il n'y
aura pas une
nouvelle

Internationale.

Dans cette
perspective, le
congrès a

proposé que
le NPA prenne
en charge
toute une
partie des
relations que
la LCR avait

avec
l'Internationale
, que les
responsables
du NPA soient
invités comme
observateurs

aux réunions et instances de la IVe Internationale.

Il a aussi
décidé
qu'Inprecor
prenne une
nouvelle place
dans
l'information

des militants
de la IVe
Internationale.
Enfin, il a
proposé la
tenue, dès la
fin 2009,

d'assemblées générales de préparation du congrès mondial de la IVe Internationale

(qui aura lieu en 2010). En revanche, à l'heure de constituer le NPA, le congrès a

jugé que les
ex-militants de
la LCR ne
devaient pas
constituer de
regroupement
permanent

séparé, d'où
le refus de
créer une
association
des membres
de « la IV »
dans le NPA,

proposition qui
n'a obtenu
que 12 % des
voix.

L'ensemble
des autres
propositions a

**été approuvé
par 87 % des
congressistes.**

François

Sabado

Paru dans (le
dernier)
Rouge n°

**2286,
12/02/2009.**